

principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs (*Moniteur belge* du 2 juillet 1981) et les arrêtés d'exécution de cette loi, occupés par les employeurs visés à l'article 1^{er}.

CHAPITRE III. — Modalités d'application

Art. 4. Les parties conviennent de confier la perception de la cotisation prévue à l'article 3, à l'Office national de Sécurité sociale et cela pour le compte du "Fonds social pour le secteur des milieux d'accueil d'enfants", institué par la convention collective de travail du 28 mars 1997, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, instituant un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social pour le secteur des milieux d'accueil d'enfants" et en fixant ses statuts.

Art. 5. Le produit de cette cotisation est affecté à la promotion de l'emploi, à l'embauche de personnel et à des initiatives de formation pour groupes à risque qui pourraient être engagés dans le secteur ou qui ont déjà été engagés.

Art. 6. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2003 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2004.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 19 juillet 2005.

Pour la Ministre de l'Emploi, absente :

Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,
J. VANDE LANOTTE

houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers (*Belgisch Staatsblad* van 2 juli 1981) en de uitvoeringsbesluiten van deze wet, die tewerkgesteld zijn door de in artikel 1 bedoelde werkgevers.

HOOFDSTUK III. — Toepassingsmodaliteiten

Art. 4. Partijen komen overeen om de inning van de in artikel 3, bepaalde bijdrage toe te vertrouwen aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en dit voor rekening van het "Fonds social pour le secteur des milieux d'accueil d'enfants", opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 maart 1997, gesloten in het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds social pour le secteur des milieux d'accueil d'enfants" en tot vaststelling van zijn statuten.

Art. 5. De opbrengst van deze bijdrage wordt gebruikt om tewerkstelling te bevorderen, personeel aan te werven en vormingsinitiatieven te nemen voor risicogroepen die aangeworven zouden kunnen worden in de sector of reeds aangeworven zijn.

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003 en treedt buiten werking op 31 december 2004.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 19 juli 2005.

Voor de Minister van Werk, afwezig :

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,
J. VANDE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2005 — 1990 [C — 2005/11264]

3 JUIN 2005. — Arrêté ministériel établissant le plan de délestage du réseau de transport d'électricité

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 11, modifié notamment par la loi du 20 mars 2003;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci, notamment l'article 312, §§ 5 et 8;

Vu la proposition du gestionnaire du réseau du 1^{er} avril 2003;

Vu l'avis de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz du 18 juillet 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 juillet 2004;

Vu la concertation avec les Régions, tenue les 9 mars 2005 et 4 mai 2005;

Vu l'avis 37.655/1 du Conseil d'Etat donné le 23 septembre 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le plan de délestage visé à l'article 312, § 5, de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci, est fixé dans l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Les infractions aux dispositions "3. Procédure en cas de pénurie" de l'annexe du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions des chapitres II et III de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

Bruxelles, le 3 juin 2005.

M. VERWILGHEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2005 — 1990 [C — 2005/11264]

3 JUNI 2005. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het afschakelplan van het transmissienet van elektriciteit

De Minister van Economie en Energie,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 op de economische reglementering en de prijzen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op het artikel 11, gewijzigd bij de wet van 20 maart 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe, inzonderheid op het artikel 312, §§ 5 en 8;

Gelet op het voorstel van de netbeheerder van 1 april 2003;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Regulering van de Electriciteit en het Gas van 18 juli 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 mei 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 juli 2004;

Gelet op het overleg met de Gewesten gehouden op 9 maart 2005 en 4 mei 2005;

Gelet op advies 37.655/1 van de Raad van State, gegeven op 23 september 2004, met toepassing van artikel 84, eerste lid 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Het afschakelplan bedoeld in artikel 312, § 5, van het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe, wordt vastgesteld in de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. De inbreuken op de bepalingen "3. Procedure bij schaarste" van de bijlage bij dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken II en III van de wet van 22 januari 1945, betreffende de economische reglementering en de prijzen.

Brussel, 3 juni 2005.

M. VERWILGHEN

Annexe

PLAN DE DELESTAGE

1. Dispositions préliminaires

1.1. Champ d'application

1.1.1. Le plan de délestage constitue une subdivision du code de sauvegarde établi conformément à l'article 312, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci, dénommé ci-après le « règlement technique ».

Les définitions contenues dans l'article 1^{er} du règlement technique s'appliquent au présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « règlements techniques régionaux » : les règlements techniques pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité et pour la gestion du réseau de transport local ou régional d'électricité et l'accès à celui-ci établis par les gouvernements de région et/ou les régulateurs régionaux;

2° « ministre » : le ministre ayant l'énergie dans ses attributions;

3° « ministres » : les ministres ayant l'économie et l'énergie dans leurs attributions.

1.1.2. Le plan de délestage comprend, conformément à l'article 312, §§ 5 à 8, du règlement technique, les mesures concernant la modification et le délestage de prélèvements du réseau de transport. Ces mesures sont appliquées par le gestionnaire du réseau de transport et, si la réglementation régionale l'impose, par tous les gestionnaires de réseau dont les réseaux dans la zone de réglage sont directement ou indirectement reliés au réseau de transport.

1.1.3. Le plan de délestage est d'application pour tous les clients d'électricité qui, dans la zone de réglage, sont raccordés au réseau de transport ou, pour autant que les règlements techniques régionaux le prévoient, à un réseau de distribution ou de transport local qui, dans la zone de réglage, est directement ou indirectement relié au réseau de transport.

1.1.4. Les opérations nécessaires pour l'application du plan de délestage sont exécutées par le gestionnaire du réseau de transport à l'aide des moyens dont il dispose, pour les clients reliés au réseau de transport et, si la réglementation régionale le spécifie, à l'initiative du gestionnaire du réseau de transport, par les gestionnaires des réseaux de distribution ou du réseau de transport local directement ou indirectement reliés au réseau de transport pour les clients raccordés à ces réseaux dans les conditions prévues aux règlements techniques régionaux.

Conformément à l'article 383 du Règlement technique, le gestionnaire du réseau de transport organise la consultation avec les gestionnaires de réseaux de distribution et de transport local en vue de la conclusion d'un accord d'interaction notamment pour les coupures de charge. Les gestionnaires de réseau de distribution peuvent offrir la possibilité technique au gestionnaire de réseau de transport de délester les charges sélectivement en conformité avec les priorités du plan de délestage.

1.2. Principes de fonctionnement

Le plan de délestage comprend deux parties :

1.2.1. La procédure pour la protection du système électrique contre les phénomènes soudains qui désorganisent subitement l'intégrité du système électrique;

1.2.2. La procédure pour la protection du système électrique en cas de pénurie d'électricité annoncée pour une durée importante, plus ou moins prévisible.

2. Procédure pour la protection contre des phénomènes soudains

2.1. Circonstances

Les phénomènes soudains (comme des variations de fréquence, des baisses de tension, etc.) sont causés par des déséquilibres subits entre la production, le transport et le prélèvement d'électricité suite à des situations d'urgence ou d'incidents multiples comme mentionné dans l'article 303 du règlement technique.

Si un déséquilibre soudain entre la production et le prélèvement d'électricité se produit ou risque de se produire, soit au niveau local, soit au niveau de la zone de réglage, soit au niveau du réseau interconnecté UCTE (Union for the Coordination of Transport of Electricity) et que ce déséquilibre ne peut être compensé suffisamment ou suffisamment vite par une augmentation de production dans la

Bijlage

AFSCHAKELPLAN

1. Inleidende bepalingen

1.1. Toepassingsgebied

1.1.1. Het afschakelplan vormt een onderdeel van de reddingscode die is uitgewerkt overeenkomstig artikel 312, § 1, van het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe, hierna het « technisch reglement » genoemd.

De definities van artikel 1 van het technisch reglement zijn op dit besluit van toepassing.

Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « regionale technische reglementen » : de technische reglementen voor het beheer van de distributienetten voor elektriciteit en voor het beheer van het lokaal of gewestelijk transmissienet voor elektriciteit en de toegang ertoe, opgesteld door de gewestelijke regeringen en/of de gewestelijke reguleratoren.

2° « minister » : de minister die de energie onder zijn bevoegdheid heeft;

3° « ministers » : de ministers die de economie en de energie onder hun bevoegdheid hebben.

1.1.2. Het afschakelplan omvat, in uitvoering van artikel 312, §§ 5 tot 8 van het technisch reglement, de maatregelen betreffende het wijzigen en afschakelen van afnamen van het transmissienet. Deze maatregelen worden toegepast door de transmissienetbeheerder en, indien zulks wordt opgelegd krachtens de gewestelijke regelgeving, door alle netbeheerders waarvan de netten binnen de regelzone rechtstreeks of onrechtstreeks met het transmissienet verbonden zijn.

1.1.3. Het afschakelplan geldt ten aanzien van alle afnemers van elektriciteit die binnen de regelzone op het transmissienet aangesloten zijn of, in zoverre daarin wordt voorzien door de gewestelijke technische reglementen, op een distributienet of een plaatselijke transmissienet binnen de regelzone dat rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden is met het transmissienet.

1.1.4. De handelingen nodig voor het in werking stellen van het afschakelplan worden met de middelen waarover hij beschikt uitgevoerd door de transmissienetbeheerder, voor de afnemers verbonden met het transmissienet en, indien zulks wordt bepaald in de gewestelijke regelgeving, op initiatief van de transmissienetbeheerder, door de beheerders van de distributienetten of van het lokaal transmissienet rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden met het transmissienet voor de afnemers die op die netten aangesloten zijn onder de voorwaarden voorzien in de regionale technische reglementen.

De transmissienetbeheerder organiseert, overeenkomstig artikel 383 van het Technisch Reglement, de raadpleging met de beheerders van de distributienetten en van de lokale transmissienetten met het oog op het bekomen van een interactieakkoord onder meer voor de onderbreking van de belasting. De distributiebeheerders kunnen aan de transmissienetbeheerder de technische mogelijkheid bieden om selectief belastingen af te schakelen overeenkomstig de prioriteiten van het afschakelplan.

1.2. Werkingsprincipes

Het afschakelplan bevat twee delen :

1.2.1. De procedure ter bescherming van het elektrisch systeem tegen plotse fenomenen die de integriteit van het elektrisch systeem plotseling ondermijnen;

1.2.2. De procedure ter bescherming van het elektrisch systeem bij een aangekondigde schaarste aan elektriciteit voor een aanzienlijke, min of meer voorspelbare tijdsduur.

2. Procedure ter bescherming tegen plotse fenomenen

2.1. Omstandigheden

Plotse fenomenen (zoals frequentie-schommelingen, spanningsdalingen, etc.) worden veroorzaakt door het plots verstoord evenwicht tussen productie, transmissie en afname van elektriciteit als gevolg van noodsituaties en tal van incidenten zoals aangegeven in artikel 303 van het technisch reglement.

Indien een plots verstoord evenwicht tussen productie en afname van elektriciteit optreedt of dreigt op te treden, hetzij op lokaal vlak, hetzij op het vlak van de regelzone, hetzij op het vlak van het geïnterconnecteerde UCTE-net (Union for the Coordination of Transport of Electricity) en die evenwichtstoornis onvoldoende of onvoldoende snel kan gecompenseerd worden door een verhoging van de

partie concernée de la zone de réglage ou par une augmentation de l'alimentation de l'électricité vers la partie concernée de la zone de réglage, les mesures sont prises comme décrit ci-dessous.

2.2. Moyens

Le gestionnaire du réseau de transport applique entièrement ou partiellement les mesures mentionnées à l'article 312, § 5, 1°, du règlement technique, conformément aux principes suivants :

1° délestage des clients raccordés au réseau de transport (en tenant compte de l'ordre de la liste des clients prioritaires fixée au 2.4. et des zones géographiquement décrites au 4.);

2° interruption des liaisons avec les réseaux étrangers;

3° interruption de la liaison avec les autres réseaux dans la zone de réglage.

2.3. Mise en œuvre

2.3.1. Le plan de délestage ou ses subdivisions peuvent être activés soit par des ordres des gestionnaires de réseau, soit par des installations automatiques fonctionnant notamment sur base de la fréquence du réseau ou d'une autre grandeur physique.

En tenant compte de la liste prioritaire déterminée au 2.4., le plan de délestage est arrêté comme suit, dans l'ordre d'exécution :

1° délestage de puissance contractuelle interruptible;

2° arrêts des exportations depuis la zone de réglage;

3° délestage des injections dans les réseaux ruraux d'une tension inférieure à 30 kV;

4° délestage des alimentations des processus de production industrielle directement raccordés sur les réseaux gérés par le gestionnaire du réseau de transport;

5° délestage des injections dans les réseaux urbains d'une tension inférieure à 30 kV.

Le gestionnaire du réseau de transport effectue les délestages des clients progressivement et en fonction de la quantité nécessaire de puissance à délester suivant une procédure interne du gestionnaire du réseau de transport appelée « procédure pour l'application du code de sauvegarde ».

Les critères d'activation des subdivisions du plan de délestage par des installations automatiques sont programmés de sorte que, dans la mesure où les moyens pour le gestionnaire du réseau de transport sont disponibles, la liste des clients prioritaires soit respectée.

2.3.2. Si après l'exécution des procédures mentionnées ci-dessus, le système n'est pas stabilisé, on considère que le système électrique évolue vers un « black-out » (effondrement total du réseau). A partir du black-out, le système électrique est redémarré suivant le code de reconstitution établi conformément aux articles 314 et 315 du règlement technique.

2.3.3. Si le gestionnaire de réseau de distribution dispose d'une installation automatique pour le délestage sélectif, conformément à la classification reprise au point 5 du présent arrêté des charges de son réseau, le gestionnaire de réseau de transport déleste les charges par le biais de cette installation. Si le gestionnaire du réseau de transport, en l'absence de l'installations ci-dessus ou en cas de résultats insatisfaisants de l'action ci-dessus, passe à l'interruption des liaisons directes ou indirectes du réseau de transport avec les réseaux des autres gestionnaires de réseau dans la zone de réglage, le gestionnaire du réseau de transport ne doit pas respecter la liste des clients prioritaires raccordés aux réseaux qu'il ne gère pas, si la réglementation régionale le prévoit. Cependant, en collaboration avec les autres gestionnaires de réseau, il met tous les moyens en œuvre pour ré-alimenter le plus rapidement possible les clients prioritaires.

Le gestionnaire du réseau de transport réalise les interruptions des liaisons directes ou indirectes du réseau de transport avec les autres réseaux dans la zone de réglage en ouvrant les disjoncteurs des transformateurs qui forment la liaison avec ces réseaux. Le gestionnaire du réseau directement ou indirectement relié déclenche par conséquent tous les départs dans les sous-stations concernées.

2.3.4. Afin de permettre aux gestionnaires des réseaux reliés directement ou indirectement de rétablir l'alimentation des clients prioritaires, le gestionnaire du réseau de transport réenclenche, si la réglementation régionale le prévoit, l'alimentation des sous-stations dans lesquelles les départs sont déclenchés.

En concertation avec le gestionnaire du réseau de transport, et dans la mesure où l'état du système électrique le permet, le gestionnaire du réseau directement ou indirectement relié peut ensuite depuis cette sous-station alimenter les clients prioritaires visés au 2.4., jusqu'à une

production in het betrokken deel van de regelzone of een verhoging van de toevoer van elektriciteit naar het betrokken deel van de regelzone, worden de maatregelen genomen zoals hieronder uiteengezet.

2.2. Middelen

De transmissienetbeheerder maakt geheel of gedeeltelijk toepassing van de in artikel 312, § 5, 1°, van het technisch reglement vermelde maatregelen overeenkomstig de volgende principes :

1° afschakeling van afnemers aangesloten op het transmissienet (rekening houdend met de volgorde in de lijst van prioritaire afnemers in 2.4. en met de geografische zones in 4.);

2° onderbreking van de verbindingen met de buitenlandse netten;

3° onderbreking van de verbinding met de andere netten binnen de regelzone.

2.3. In werking stellen

2.3.1. Het afschakelplan of zijn onderdelen kunnen geactiveerd worden, hetzij op bevel van de netbeheerders, hetzij door automatische installaties die onder meer werken op basis van de frequentie van het net of van een andere fysische grootheid.

Rekening houdend met de prioritaire lijst bepaald in 2.4. wordt het afschakelplan vastgesteld als volgt, in volgorde van uitvoering :

1° afschakelen van contractueel afschakelbaar vermogen;

2° stopzetting van de exporten vanuit de regelzone;

3° afschakelen van de injecties in rurale netten met een spanning kleiner dan 30 kV;

4° afschakelen van de bevoorrading van de industriële productieprocessen rechtstreeks aangesloten op de netten beheerd door de transmissienetbeheerder;

5° afschakelen van de injecties in de stedelijke netten met een spanning kleiner dan 30 kV.

De transmissienetbeheerder verricht de afschakelingen van afnemers stapsgewijze en in functie van de benodigde hoeveelheid af te schakelen vermogen volgens een interne procedure van de transmissienetbeheerder, de zogeheten « procedure ter uitvoering van de reddingscode ».

De criteria voor activering van de onderdelen van het afschakelplan door automatische installaties wordt zodanig ingesteld dat, voor zover de middelen voor de transmissienetbeheerder beschikbaar zijn, de lijst van prioritaire afnemers zal gerespecteerd worden.

2.3.2. Indien na het uitvoeren van bovenvermelde procedures het systeem niet gestabiliseerd is, wordt aangenomen dat het elektrisch systeem naar een « black-out » (totale netinstorting) evolueert. Vanaf de black-out wordt het elektrisch systeem terug opgestart volgens de heropbouwcode zoals bepaald in art 314 en 315 van het technisch reglement.

2.3.3. Indien de distributiebeheerder beschikt over een automatische installatie voor het selectief afschakelen van belastingen in zijn netten, overeenkomstig de classificatie opgenomen in punt 5 van dit besluit, dan schakelt de Transmissienetbeheerder via deze installatie de belastingen af. Indien de transmissienetbeheerder, bij gebrek aan bovenvermelde installatie of in geval van onvoldoende resultaat van bovenvermelde actie, overgaat tot onderbreking van de rechtstreekse of onrechtstreekse verbindingen van het transmissienet met de netten van de andere netbeheerders binnen de regelzone zal de transmissienetbeheerder de lijst van de prioritaire afnemers aangesloten in de netten die hij niet beheert niet dienen te respecteren, voor zover de gewestelijke regelgeving daarin voorziet. Nochtans wendt hij in samenwerking met de andere netbeheerders alle beschikbare middelen aan om de bevoorrading van prioritaire afnemers zo snel mogelijk te herstellen.

De transmissienetbeheerder voert de onderbrekingen van de rechtstreekse of onrechtstreekse verbindingen van het transmissienet met de andere netten binnen de regelzone uit door het openen van de vermogenschakelaars van de transformatoren die de verbinding vormen met deze netten. De netbeheerder van het rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden net schakelt vervolgens al de vertrekkende kabels in de betrokken onderstations uit.

2.3.4. Om de netbeheerders van de rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden netten in staat te stellen de bevoorrading van de prioritaire afnemers te herstellen, schakelt de transmissienet-beheerder de bevoorrading van de onderstations waarin de vertrekkende kabels zijn uitgeschakeld terug in, voor zover de gewestelijke regelgeving daarin voorziet.

In overleg met de transmissienetbeheerder en voor zover de toestand van het elektrisch systeem dit toelaat, mag de netbeheerder van het rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden net vervolgens vanuit dit onderstation prioritaire afnemers bedoeld in 2.4. voeden tot een

valeur indicative de 10 % de la puissance prélevée à l'origine dans cette sous-station. En concertation avec le gestionnaire du réseau de transport, cette valeur indicative peut être dépassée pour autant qu'une plus grande quantité d'énergie soit nécessaire aux clients prioritaires et que, simultanément, cette énergie supplémentaire puisse, sur avis du gestionnaire de réseau de transport, être acheminée par le réseau de transport.

2.3.5. Les mesures prises par le gestionnaire du réseau de transport, sont communiquées par lui, par la voie la plus rapide, aux clients raccordés au réseau de transport et aux gestionnaires des autres réseaux reliés directement ou indirectement au réseau de transport qui sont intéressés par ces mesures. Ces gestionnaires des autres réseaux informeront, le cas échéant, les clients raccordés à leurs réseaux. Le gestionnaire du réseau de transport et les autres gestionnaires des réseaux concernés publieront également ces mesures sur leur site web. Les délais nécessaires pour ces communications et ces publications ne peuvent pas suspendre ou retarder l'application de ces mesures.

Le gestionnaire de réseau de transport informe le ministre, par la voie la plus rapide, des mesures prises.

2.4. Liste des clients prioritaires

Sur base du classement des clients comme mentionné au 5. et en tenant compte des moyens techniques dont disposent les gestionnaires de réseau, la liste des clients prioritaires est établie comme suit, en ordre croissant d'importance :

2.4.1. Alimentation des clients directs interruptibles et fonctionnement en pompage des centrales à accumulation hydrauliques.

Il s'agit ici des clients raccordés directement au réseau de transport et avec lesquels le gestionnaire du réseau de transport a conclu un accord pour le délestage de la puissance, entre autres dans le cadre de la gestion des congestions;

2.4.2. Exportation d'électricité vers d'autres zones de réglage;

2.4.3. Alimentation des clients en zones rurales;

2.4.4. Alimentation des processus de production industrielle;

2.4.5. Alimentation des clients en zones urbaines;

2.4.6. Alimentation de l'industrie avec comme objectif de protéger les installations industrielles;

2.4.7. Alimentation des hôpitaux, services de secours, transports publics, centres de communication vitaux (comme installations d'envoi de diffusions publiques);

2.4.8. Alimentation des services auxiliaires de centrales de production et de postes haute tension.

3. Procédure en cas de pénurie

3.1. Circonstances

3.1.1. La procédure établie aux 3.2. et 3.3., est mise en œuvre :

- si un ou plusieurs responsables d'accès annoncent au gestionnaire du réseau de transport, que pendant une période importante, plus ou moins prévisible, ils ne pourront pas respecter leur obligation d'équilibre déterminée dans l'article 157 du règlement technique et si cette situation donne lieu à un déséquilibre entre la production et le prélèvement d'électricité dans la zone de réglage qui ne peut être compensé par le gestionnaire du réseau de transport par l'activation des moyens de production disponibles dans la zone de réglage; ou

- si le réseau de transport n'est plus capable, pendant une période importante, plus ou moins prévisible, de transporter suffisamment d'énergie vers certaines parties de la zone de réglage.

3.1.2. La procédure fixée par l'arrêté du Régent du 29 janvier 1949 établissant la réglementation pour la production, la distribution et la consommation d'énergie électrique en cas de pénurie de puissance et/ou d'énergie électrique par suite de conflit social, est d'application en cas de pénurie d'électricité à la suite de conflits sociaux.

richtwaarde van 10 % van het oorspronkelijk afgenomen vermogen in dit onderstation. In overleg met de transmissienetbeheerder kan deze richtwaarde overschreden worden voor zover er een grotere hoeveelheid energie nodig is voor prioritaire afnemers en voor zover deze bijkomende energie naar het oordeel van de transmissienetbeheerder door het transmissienet kan aangevoerd worden.

2.3.5. De maatregelen getroffen door de transmissienetbeheerder worden door hem, langs de snelste weg, ter kennis gebracht van de afnemers verbonden met het transmissienet en van de beheerders van de andere netten rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden met het transmissienet die er belang bij hebben. Deze beheerders van de andere netten zullen in voorkomend geval de aan hun netten verbonden afnemers inlichten. De transmissienetbeheerder en de andere beheerders van de betreffende netten zullen eveneens deze maatregelen publiceren op hun website. De tijd die nodig is voor deze kennisgevingen en publicaties mag de toepassing van deze maatregelen niet opschorten of vertragen.

De transmissienetbeheerder licht langs de snelste weg de minister in over de genomen maatregelen.

2.4. Lijst van prioritaire afnemers

Op basis van het klasement van afnemers zoals weergegeven in 5. en rekening houdende met de technische middelen waarover de netbeheerders beschikken, wordt de lijst van prioritaire afnemers als volgt vastgesteld, in stijgende volgorde van belang :

2.4.1. Bevoorrading van afschakelbare directe afnemers en pompbedrijf van de hydraulische accumulatiecentrales;

Het gaat hier over de afnemers die rechtstreeks aan het transmissienet gekoppeld zijn en waarmee de transmissienetbeheerder een overeenkomst heeft afgesloten voor de afschakeling van het vermogen in het kader van onder meer het congestiebeheer;

2.4.2. Export van elektriciteit naar andere regelzones;

2.4.3. Bevoorrading van de afnemers in rurale gebieden;

2.4.4. Bevoorrading van industriële productieprocessen;

2.4.5. Bevoorrading van de afnemers in stedelijke gebieden;

2.4.6. Bevoorrading van industrie met als doel de industriële installaties te beschermen;

2.4.7. Bevoorrading van klinieken, hulpdiensten, openbaar vervoer, vitale communicatiecentra (zoals zendinstallaties van openbare omroep);

2.4.8. Bevoorrading van hulpdiensten van productie-centrales en van hoogspanningsposten.

3. Procedure bij schaarste

3.1. Omstandigheden

3.1.1. De procedure bepaald in 3.2 en 3.3 wordt toegepast :

- indien één of meerdere toegangsverantwoordelijken aan de transmissienetbeheerder melden gedurende een aanzienlijke, min of meer voorspelbare, termijn niet in staat te zullen zijn hun evenwichtsverplichting bepaald in art. 157 van het Technisch Reglement te vervullen en indien deze toestand aanleiding geeft tot een verstoord evenwicht tussen productie en afname van elektriciteit binnen de regelzone dat door de transmissienetbeheerder niet kan gecompenseerd worden door het activeren van de productiemiddelen die binnen de regelzone beschikbaar zijn; of

- indien het transmissienet niet meer in staat is gedurende een aanzienlijke, min of meer voorspelbare, termijn voldoende elektriciteit naar bepaalde delen van de regelzone te transporteren.

3.1.2. De procedure vastgelegd bij besluit van de Regent van 29 januari 1949 houdende de reglementering van de voortbrenging, de verdeling en het verbruik van elektrische energie in geval van tekort aan vermogen en/of elektrische energie ten gevolge van sociale geschillen is van toepassing in geval van elektriciteitschaarste naar aanleiding van sociale geschillen.

3.2. Moyens

Le gestionnaire du réseau de transport peut demander aux ministres de prendre les mesures nécessaires pour qu'il puisse rétablir l'équilibre de la zone de réglage ou diminuer les manques locaux d'énergie, en :

- chargeant les clients ou catégories de clients dans toute la zone de réglage ou dans certaines parties de celle-ci de diminuer la quantité d'électricité qu'ils prélèvent du réseau dans des limites déterminées; ou
- leur interdisant d'utiliser l'électricité à certaines fins.

3.3. Mise en œuvre

3.3.1. Le gestionnaire du réseau de transport informe les ministres et le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise de la pénurie d'électricité en termes de quantité et de description géographique.

3.3.2. Les ministres déterminent en concertation avec le gestionnaire du réseau de transport et, le cas échéant, avec les gestionnaires des réseaux directement ou indirectement reliés au réseau de transport, les mesures restrictives visées au 3.2. qui doivent être prises en considération par les clients.

3.3.3. Au cas où les mesures visées au 3.2. n'ont pu être mises en application en temps utile ou s'avèrent insuffisantes, les ministres peuvent charger le gestionnaire du réseau de transport et, le cas échéant, les gestionnaires des réseaux de distribution ou de transport local directement ou indirectement reliés au réseau de transport d'interrompre la liaison avec les clients ou certaines catégories de clients qui sont reliés à leurs réseaux, étant entendu que les gestionnaires de réseaux s'efforcent, en tenant compte des circonstances d'exploitation, de n'interrompre qu'en cas de nécessité absolue et pendant le minimum de temps la fourniture d'électricité.

3.3.4. Les mesures prises par les ministres sont notifiées par eux par la voie la plus rapide au gestionnaire du réseau de transport et, le cas échéant, aux gestionnaires des réseaux directement ou indirectement reliés au réseau de transport intéressés par ces mesures.

Les ministres prennent toutes dispositions utiles pour la notification officielle, dans le plus bref délai et par voie de publication au *Moniteur belge*, des mesures décrétées. Les ministres informent simultanément le public de ces mesures par tous moyens et notamment par la voie de la radio, de la télévision et de la presse quotidienne. Les délais nécessaires pour les notifications et les publications ne peuvent pas suspendre ou retarder l'application de ces mesures.

Le gestionnaire du réseau de transport et les autres gestionnaires des réseaux concernés informent les clients raccordés à leurs réseaux et intéressés par ces mesures. Le gestionnaire du réseau de transport et les autres gestionnaires des réseaux concernés publient également ces mesures sur leur site web.

3.3.5. Le gestionnaire du réseau de transport rapporte aux ministres le suivi des mesures prises pour les clients directement reliés au réseau de transport en matière de moyennes quart-horaires de la puissance prélevée des clients soumis à des restrictions.

Le cas échéant, le gestionnaire du réseau de transport communique aux ministres pour les clients qui ne sont pas reliés au réseau de transport, la proportion entre la réduction de charge réalisée et la réduction de charge prévue par partie de la zone de réglage dans laquelle les restrictions sont d'application.

3.3.6. Le contrôle de l'application des mesures mises en vigueur en vertu du présent arrêté est exercé par les agents dûment commissionnés des Directions générales de l'Énergie et du Contrôle et de la Médiation du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

Les clients sont tenus d'autoriser à tout moment les gestionnaires de réseaux ou les agents chargés du contrôle de l'exécution du présent arrêté, à faire des relevés de consommation d'électricité dans leurs installations; ils fournissent sur simple demande verbale des gestionnaires de réseaux ou de ces agents tout élément susceptible de fournir des informations relatives à leur consommation d'électricité.

4. Gestion des quantités nécessaires de puissance à déclencher et à diminuer

3.2. Middelen

De transmissienetbeheerder kan de ministers verzoeken de nodige maatregelen te nemen zodat hij het evenwicht van de regelzone kan herstellen of de lokale energietekorten kan verminderen, door :

- de afnemers of categorieën van afnemers in de volledige regelzone of in bepaalde delen ervan op te dragen de elektriciteit die zij afnemen van het net te verminderen binnen de vooropgestelde limieten; of
- hun te verbieden elektriciteit voor bepaalde doeleinden te gebruiken.

3.3. In werking stellen

3.3.1. De transmissienetbeheerder informeert de ministers en het Coördinatie en Crisiscentrum van de Regering over de elektriciteits-schaarste in termen van hoeveelheid en geografische omschrijving.

3.3.2. In overleg met de transmissienetbeheerder en desgevallend met de netbeheerders die rechtstreeks of onrechtstreeks met het transmissienet verbonden zijn, bepalen de ministers de restrictieve maatregelen bedoeld in 3.2. waarmee de afnemers rekening moeten houden.

3.3.3. Ingeval de maatregelen bedoeld in 3.2. niet tijdig konden worden toegepast of ontoereikend blijken te zijn, kunnen de ministers de transmissienetbeheerder en desgevallend de distributienetbeheerder of de lokale transmissienetbeheerder die rechtstreeks of onrechtstreeks met het transmissienet verbonden zijn, opdragen de verbinding met sommige categorieën afnemers die met hun net verbonden zijn te onderbreken waarbij de netbeheerders ernaar streven, rekening houdend met de exploitatieomstandigheden, de stroomtoevoer niet te onderbreken in geval van absolute noodzaak en die onderbreking zo kort mogelijk te houden.

3.3.4. De maatregelen getroffen door de ministers worden door hen, langs de snelste weg, ter kennis gebracht van de transmissienetbeheerder en, in voorkomend geval, van de betrokken beheerders van de netten rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden met het transmissienet die bij deze maatregelen betrokken zijn.

De ministers nemen, zo spoedig mogelijk en via publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, alle nuttige schikkingen voor de officiële kennisgeving van de verordende maatregelen. De ministers zullen terzelfdertijd het publiek over deze maatregelen inlichten door allerlei middelen en onder meer via de radio, de televisie en de dagelijkse pers. De tijd die nodig is voor deze kennisgevingen en publicaties mag de toepassing van deze maatregelen niet opschorten of vertragen.

De transmissienetbeheerder en de andere beheerders van de betrokken netten zullen de aan hun netten verbonden afnemers informeren die bij deze maatregelen betrokken zijn. De transmissienetbeheerder en de andere beheerders van de betrokken netten zullen eveneens deze maatregelen publiceren op hun website.

3.3.5. De transmissienetbeheerder rapporteert aan de ministers over de opvolging van de genomen maatregelen voor de afnemers die rechtstreeks met het transmissienet verbonden zijn met betrekking tot de kwartuurgemiddelden van het afgenomen vermogen van de afnemers die aan beperkingen onderhevig zijn.

In voorkomend geval, informeert de transmissienetbeheerder aan de ministers voor de afnemers die niet aan het transmissienet verbonden zijn, over de verhouding van de gerealiseerde belastingvermindering tot de verwachte belastingvermindering per deel van de regelzone waarin de beperkingen van kracht zijn.

3.3.6. Het toezicht op de toepassing van die maatregelen die gelden krachtens dit besluit wordt uitgeoefend door de daartoe behoorlijk aangestelde ambtenaren van de Algemene Directies Énergie en Controle en Bemiddeling van de Federale Openbare Dienst Économie, K.M.O., Middenstand en Énergie.

De afnemers moeten op elk ogenblik de netbeheerders of de ambtenaren belast met het toezicht op de uitvoering van dit besluit toelating geven om een overzicht op te maken van het elektriciteitsverbruik in hun installaties; op eenvoudig mondeling verzoek bezorgen zij de beheerders van de elektriciteitsnetten of die ambtenaren elk element dat dienstig kan zijn om informatie te verstrekken betreffende hun elektriciteitsverbruik.

4. Beheer van de benodigde hoeveelheden af te schakelen en te verminderen vermogen

4.1. Conformément à l'article 312, § 6 du règlement technique, les mesures prises en application des procédures prévues au 2. et 3. doivent être appliquées soit dans la zone de réglage entière, soit dans une partie de cette zone conformément aux critères suivants :

- 1° le niveau d'influence des mesures prises;
- 2° la localisation du problème;
- 3° le degré de prévention et de protection;
- 4° le maintien de l'intégrité du réseau de transport.

4.2. Afin de pouvoir doser la diminution et/ou le délestage des prélèvements du réseau aussi bien sur le plan géographique que sur le plan des quantités approximatives, le réseau est divisé en cinq zones géographiques dans lesquelles les réseaux à délester sont divisés en tranches successives.

Les cinq zones géographiques se situent au nord-ouest, au nord-est, au centre, au sud-ouest et au sud-est du pays.

Les tranches sont constituées de telle sorte que, par tranche, pratiquement 5 % de la charge de la zone géographique concernée soit délestée/diminuée.

La composition des zones géographiques et celle des différentes tranches sont reprises dans la procédure interne pour l'application du code de sauvegarde.

5. Classement des clients

Conformément à l'article 312, § 7 du règlement technique, les mesures prises en application des procédures prévues au 2. et au 3. respectent le classement suivant :

- 1° les hôpitaux et centres de soins;
- 2° les clients de la distribution publique qui conformément à l'article 21 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, jouissent d'une obligation de service public;

3° les consommateurs ou catégories de consommateurs qui jouissent d'un régime préférentiel conformément à la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix et ses arrêtés d'exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 3 juin 2005 établissant le plan de délestage des réseaux d'électricité.

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie,
M. VERWILGHEN

4.1. Overeenkomstig art 312, § 6 van het technisch reglement, dienen de maatregelen genomen in uitvoering van de in 2. en 3. beschreven procedures toegepast te worden hetzij in de volledige regelzone, hetzij in een deel ervan overeenkomstig de volgende criteria :

- 1° het invloedsniveau van de getroffen maatregelen;
- 2° de lokalisering van het probleem;
- 3° de graad van preventie en beveiliging;
- 4° het behoud van de integriteit van het transmissienet.

4.2. Om de vermindering en/of afschakeling van de afnamen van het net zowel op geografisch vlak als op het vlak van de benaderende hoeveelheden te kunnen doseren, wordt het net ingedeeld in vijf geografische zones waarin de af te schakelen deelnetten in opeenvolgende schijven zijn verdeeld.

De vijf geografische zones situeren zich in het noordwesten, het noordoosten, het centrum, het zuidwesten en het zuidoosten van het land.

De schijven zijn zodanig samengesteld dat per schijf nagenoeg 5 % van de belasting van de betrokken geografische zone wordt afgeschakeld/verminderd.

De samenstelling van de geografische zones en de samenstelling van de verschillende schijven is vermeld in de interne procedure voor uitvoering van de reddingscode.

5. Classificatie van afnemers

Overeenkomstig artikel 312, § 7 van het technisch reglement, respecteren de maatregelen die worden genomen in uitvoering van de in 2. en 3. beschreven procedures, het volgende klassemment :

- 1° de ziekenhuizen en verzorgingscentra;
- 2° de klanten van de openbare distributie ten aanzien waarvan een openbaredienstverplichting geldt overeenkomstig artikel 21 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

3° de consumenten of categorieën van consumenten die een voorrangregime genieten overeenkomstig de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen en haar uitvoeringsbesluiten.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 3 juni 2005 tot vaststelling van het afschakelplan van de elektriciteitsnetten.

De Minister van Economie en Energie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

F. 2005 — 1991

[C — 2005/21114]

29 JUILLET 2005. — Arrêté ministériel portant modification de l'arrêté ministériel du 28 septembre 2004 établissant la liste de services et institutions de recherche scientifique ou de financement de la recherche scientifique qui peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de la durée de l'ancienneté scientifique du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat

Le Ministre de la Politique scientifique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 5, alinéa 2, 2°, b;

Vu l'arrêté ministériel du 28 septembre 2004 établissant la liste de services et institutions de recherche scientifique ou de financement de la recherche scientifique qui peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de la durée de l'ancienneté scientifique du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment les articles 1^{er} et 2;

Considérant que l'association sans but lucratif "Les Amis de l'Institut Pasteur de Bruxelles", dont les statuts ont été publiés au *Moniteur belge* du 1^{er} janvier 1944, a pour objet de soutenir l'action de l'Institut Pasteur de Bruxelles par tous moyens et de l'aider dans toutes ses recherches scientifiques;

Considérant que, dans le cadre de l'exécution de ses missions, cette ASBL octroie notamment des bourses de recherche et recrute des chercheurs, doctorants et docteurs, en vue de collaborer aux différents projets de recherche menés par l'Institut Pasteur;

PROGRAMMATORISCHE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

N. 2005 — 1991

[C — 2005/21114]

29 JULI 2005. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 september 2004 tot vaststelling van de lijst der diensten en instellingen voor wetenschappelijk onderzoek of voor de financiering van het wetenschappelijk onderzoek die in aanmerking kunnen genomen worden voor de berekening van de duur van de wetenschappelijke anciënniteit van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke instellingen van de Staat

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke instellingen van de Staat, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, 2°, b;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 september 2004 tot vaststelling van de lijst der diensten en instellingen voor wetenschappelijk onderzoek of voor de financiering van het wetenschappelijk onderzoek die in aanmerking kunnen genomen worden voor de berekening van de duur van de wetenschappelijke anciënniteit van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke instellingen van de Staat, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Overwegende dat de vereniging zonder winstoogmerk "De Vrienden van het Instituut Pasteur van Brussel", waarvan de statuten gepubliceerd werden in het *Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1944, tot doel heeft de werking van het Instituut Pasteur van Brussel met alle middelen te ondersteunen en haar bij al wetenschappelijke onderzoeken te helpen;

Overwegende dat, in het kader van de uitvoering van haar opdrachten, deze VZW met name onderzoeksbeurzen toekent en onderzoekers, doctorandi en doctors aanwerft om mee te werken aan verschillende onderzoeksprojecten opgezet door het Instituut Pasteur;